

5 janvier 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la politique de l'enseignement, à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne) le 5 janvier 2012.

Monsieur le Ministre de l'Education nationale, cher Luc CHATEL,
Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, cher Laurent,
Madame la Ministre, chère Jeannette,
Monsieur le Premier ministre, cher Jean-Pierre,
Mesdames et Messieurs les Recteurs,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'Université, Directeurs de Grandes Ecoles, Présidents
d'organismes de Recherche,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être aujourd'hui parmi vous au Futuroscope qui, depuis plus de vingt ans, a su mêler de façon unique divertissement, recherche et éducation et que son fondateur, René MONORY, avait voulu tout entier dédié aux « idées nouvelles ». Je veux tout particulièrement saluer Jean-Pierre RAFFARIN, tellement attaché à ce lieu et à ce terroir.

Les idées nouvelles, c'est précisément ce dont la France a le plus besoin aujourd'hui.

Dans ce monde nouveau qui est en train d'émerger, nous devons, mes chers compatriotes, quitter les discours convenus et nous devons, dans ce monde nouveau, repenser radicalement notre façon d'appréhender les débats sur les grands enjeux publics.

Et s'il est un domaine où il faut porter un regard nouveau, c'est celui qui nous réunit aujourd'hui : l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche.

Mesdames et Messieurs, la crise qui secoue le monde ne correspond pas à un simple ralentissement, même brutal, même considérable, de notre économie. Cette crise qui secoue le monde est beaucoup plus profonde.

C'est une crise de civilisation.

C'est une crise morale.

C'est une crise qui interroge, profondément, tout à la fois nos façons d'être et nos façons de penser.

Cette crise impose bien sûr de parer au plus pressé et de répondre à l'urgence.

Mais cette crise nous oblige surtout, oserai-je le dire, à un travail plus profond sur nous-mêmes.

Un travail que nous ne pourrons mener à bien sans vous, hommes et femmes de science, de pensée, professeurs et chercheurs.

La crise, au fond, a dévoilé la réalité d'une société, la nôtre, régie par le court-terme, obsédée par la recherche d'avantages immédiats, terriblement accrochée au confort du présent -- et prête à sacrifier l'avenir.

Cette crise est à ce point profonde que parfois elle nous fait oublier d'où nous venons, et les valeurs qui sont les nôtres.

Au point de ne plus savoir, de ne plus pouvoir, même, se projeter dans l'avenir.

Au point de ne plus savoir regarder, autour de nous, un monde qui se transforme à toute vitesse.

Mesdames et Messieurs, nous ne pouvons pas ignorer le monde. Le monde ne nous attendra pas et n'attendra pas pour faire une place à vos enfants. En cette période lourde de tant d'incertitudes, l'éducation et la recherche constituent pour la France un formidable moyen de reprendre son destin en main.

Cette conviction, elle est la mienne depuis le début

Cette conviction, elle est la mienne depuis le début.

Et cette conviction, les épreuves que le pays a traversées l'ont renforcée.

En investissant, dans le contexte budgétaire que chacun connaît, plusieurs dizaines de milliards d'euros depuis 2007 dans l'enseignement supérieur, la recherche et les technologies d'avenir, nous avons, il me semble, apporté la preuve que nous ne parlions pas à la légère.

Mais encore fallait-il que cet argent, que cette énergie, fussent dépensés au service d'un véritable projet. Encore fallait-il mettre en uvre des choix clairs.

Si la question, c'est uniquement d'augmenter les dépenses et les budgets, nous devrions avoir les enseignants les plus heureux du monde. Or, partout où je porte mon regard, on me parle, à juste titre, d'une crise d'identité pour le monde enseignant.

Nous avons fait trois choix.

Le premier, c'est celui de l'excellence.

L'excellence, parce que dans un monde soumis à une compétition de plus en plus intense, je voudrais vous dire une chose, il n'y a pas de place pour la médiocrité. Il faut que chacun se persuade de cette réalité.

Et cette réalité prépare un deuxième choix que nous avons fait, celui de la justice, parce que dans la société de la connaissance, la plus grande des inégalités ne réside pas dans les écarts de richesses, comme je l'entends dire tous les jours, mais entre celui qui a pu faire de bonnes études et celui qui n'en a pas faites. L'inégalité la plus choquante, elle n'est pas dans l'écart de richesses, elle est entre celui qui a fait de bonnes études, qui le préparent à un bon avenir professionnel et celui qui n'a pas eu ce patrimoine.

La justice, parce qu'au nom d'une fausse conception de l'égalité, on avait fini par croire que le rôle de l'Education nationale était de donner la même chose à tout le monde. Je voudrais dire qu'avec cette idée de donner la même chose à tout le monde, ce sont les élèves les plus défavorisés qui sont lésés.

Enfin, le troisième choix, l'unité. L'unité, parce que l'école de la République est le meilleur rempart contre la tentation du repli sur soi et contre le communautarisme.

L'unité, parce que face à certaines doctrines faisant la part trop belle au seul « épanouissement de l'enfant », il fallait rappeler que la mission première de l'école est la transmission d'un socle de connaissances, d'une culture et des valeurs communes.

Excellence, justice, unité.

Excellence : dans un monde où les universités sont devenues un critère de hiérarchisation et de classement des différents pays, c'est en restant fidèle à son génie que la France continuera à peser.

Quatre ans après le vote de la loi "LRU", grâce au travail de Valérie PÉCRESSÉ et de Laurent WAUQUIEZ, la quasi-totalité de nos universités sont autonomes. Je ne sais pas si vous vous rendez compte du bouleversement : le simple prononcé du mot « autonomie » suffisait à jeter dans la rue des milliers de gens, des dizaines de milliers de gens -- parfaitement sincères et complètement manipulés. Désormais, les universités sont autonomes, elles peuvent créer des fondations, elles peuvent recruter selon leurs besoins, elles peuvent même devenir propriétaires et gestionnaires de leur patrimoine.

Nous avons fait des investissements considérables. Le secteur de l'enseignement supérieur a vu sa dotation augmenter de 9 milliards d'euros chaque année depuis 2007. Je donne des chiffres, non pas pour dire que tout va bien, je suis tellement conscient de tout ce qui ne va pas bien, mais les chiffres, je vous les dois et je les dois au pays.

Les ressources affectées aux universités ont augmenté en moyenne depuis 2007 de 23%, pour certaines universités de 50%. Les moyens accordés par l'Etat aux universités ont augmenté sur ces cinq dernières années deux fois plus vite que sur les vingt années précédentes ! Deux fois plus vite !

Je veux saluer l'extraordinaire dynamisme des présidents d'université et de leurs équipes. Tous se sont approprié ces nouveaux outils, avec un foisonnement jamais vu d'initiatives sur tout le territoire. Une immense réorganisation du paysage universitaire est à l'uvre, Laurent WAUQUIEZ y veille. Nous renforçons les liens entre recherche et universités. Je veux dire que le lieu naturel

pour la recherche, c'est l'université. Et c'est un choix absolument stratégique pour vous. Sur les 35 milliards dévolus aux investissements d'avenir, 22 milliards d'euros sont consacrés à la recherche et aux universités. Les premières vagues d'appels à projets ont suscité un engouement exceptionnel. 800 projets ont été déposés et 219 ont été sélectionnés.

Les résultats de la première vague des investissements d'avenir montrent que l'excellence a été valorisée, cher Jean-Pierre RAFFARIN, sur tous les territoires. La greffe du visage à Amiens, de nouvelles variétés de blé en Auvergne, des matériaux de nouvelle génération à Nantes, les technologies du ferroviaire à Valenciennes. Le territoire poitevin est à l'honneur : l'institut P-prime, en collaboration avec l'ENSMA et le CNRS est lauréat d'un projet EQUIPEX, axé sur la propulsion dans le domaine aéronautique et spatial. Il n'y a pas une région de France qui n'ait pu défendre son projet, et qui n'ait pu obtenir un financement.

D'ici à cinq ans, nous aurons en France un nombre significatif d'universités de dimension mondiale.

Ces changements étaient jugés impossibles. On nous disait la France en situation de déclin irrémédiable, confrontée au rouleau compresseur américain ou asiatique.

Les « déclinistes », comme l'on dit, ont eu tort. Je voudrais là encore rappeler les chiffres.

Le nombre de décisions d'implantation en France de sièges sociaux de groupes étrangers depuis 2007 a été multiplié par trois. Le triplement du crédit impôt recherche a fait de la France le pays le plus attractif d'Europe en matière d'innovation. La France figure à la deuxième place des pays européens pour l'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi, et même à la première place en Europe pour le nombre d'investissements étrangers créateurs d'emploi dans l'industrie et les écotechnologies. La France attire.

La justice : tout cet effort vers l'excellence n'aurait naturellement aucun sens s'il ne bénéficiait pas, au bout du compte, à tous nos enfants, et si on ne donnait pas une chance à chacun.

Si ce fut l'honneur de notre pays d'ouvrir en grand les portes de ces vieilles forteresses qu'étaient les lycées, puis les universités, ce fut son erreur de les accueillir sans s'y être préparé. On a eu raison d'ouvrir les portes, on a eu tort de ne pas préparer universités et lycées à cet afflux.

D'autres pays organisaient méthodiquement l'augmentation du nombre d'étudiants. Nous, nous avons confondu égalitarisme et égalité des chances. Nous avons imaginé, à tort, qu'il suffisait de donner aux jeunes gens un accès formel aux études et aux diplômes, pour que chacun se voie ouvrir les portes de la connaissance et de meilleurs emplois. Mais ce qui était présenté comme un système ouvert à chacun était en réalité un entonnoir fermé à beaucoup. Et je veux le dire, ce fut le grand mensonge d'une partie de la société française à l'endroit de toute une génération. C'est ce qu'on appelle « les droits formels ». (Applaudissements) Je remercie l'enthousiaste... Il m'encourage, mais j'y crois profondément. Et je sais que chacun réfléchit à cela. Ce n'est pas possible de ne pas y penser.

Il faut donc changer nos façons de voir.

Accepter au nom de l'égalité de traiter différemment celui qui est différent. Je répète, au nom de l'égalité, traiter différemment celui qui est différent. C'est cela l'égalité et c'est cela la justice.

Accepter de diversifier les parcours.

Accepter, dans le respect du cadre national des programmes, d'adapter la pédagogie à la personnalité de l'élève. Il est faux de penser que la même pédagogie peut être adaptée à tous les élèves, compte tenu de la différence des parcours de ces élèves. C'est un mensonge de penser cela. (Applaudissements) Je remercie les autres enthousiastes...

Alors peut-être encore une autre idée à laquelle je crois beaucoup : accepter, enfin, de dire que la première mission de l'école, c'est de préparer à la vie active ! Un diplôme qui ne débouche pas sur un emploi ne mérite pas son nom de diplôme. Dans la société qui est la nôtre, c'est un mensonge de dire à des élèves, à des étudiants qu'on laisse aller dans une voie, qu'ils auront un diplôme. Si le diplôme ne débouche pas sur un emploi, réfléchissons, est-ce qu'il mérite le titre de diplôme ?

C'est sur ces principes que nous essayons de bâtir une nouvelle relation avec les élèves et les étudiants.

Chacun se souvient de la dernière enquête internationale PISA, qui concernait les élèves ayant commencé leur scolarité au début des années 2000. Qu'est-ce qu'elle disait, cette enquête ?
Accroissement des écarts de niveaux entre les élèves sur la maîtrise des compétences de base.
Quel que soit par ailleurs le dévouement extraordinaire des enseignants.

Après la réforme capitale de l'école primaire de 2008, trois ans après sa mise en œuvre, nous avons vu les résultats : le nombre d'élèves de CE1 ayant des acquis « très solides » a progressé cette année de 16% en français et de 11% en mathématiques. Il n'y a pas de déclin inéluctable. Ce que les autres ont réussi, on peut le réussir nous-mêmes, pour peu qu'on regarde ce qui marche et qu'on arrête de s'inspirer de ce qui ne marche pas.

Le nombre d'élèves ayant des connaissances insuffisantes a fortement régressé en français : - 13%, et s'est stabilisé en mathématiques. C'est-à-dire qu'entre la réforme de l'école primaire de 2008 et 2011, on a déjà enregistré des résultats spectaculaires. Insuffisants, mais spectaculaires. C'est aussi au nom de la justice que nous avons lancé l'opération « les orphelins de 16h », expression que j'avais utilisée dans ma campagne de 2007. Ecoutez, 850 000 collégiens et 200 000 écoliers de l'éducation prioritaire étaient inscrits aux études dirigées. Je m'étais engagé là-dessus, pourquoi ? Parce que les femmes travaillent ! Et c'est très bien qu'il en soit ainsi. 100% des femmes ont vocation à être autonomes et à travailler. Alors, comment ? Les enfants sortant à 16h, les jeunes sortant à 16h... 850 000 collégiens plus 200 000 écoliers ont eu la possibilité, l'année dernière, de faire leurs devoirs à l'école avec des enseignants, en étant encadrés.

Nous avons créé en 2009 les internats d'excellence. 26 internats aujourd'hui, cher Luc CHATEL, ont ouvert leurs portes. 10 000 élèves sont scolarisés en internats d'excellence cette année. 10 000 entre 2009 et 2011, c'est 10 000 jeunes qui réussissent leurs études et qui sont différents, qui viennent de milieux défavorisés, qui n'avaient pas de chambre, pas de table, parfois, qui n'étaient pas nourris, compte tenu de la situation sociale des familles, qui sont maintenant en internat, du lundi au vendredi. 10 000 !

J'aurais pu évoquer également les enfants handicapés. J'attache beaucoup de prix à la présence des enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire. J'y attache un prix différent de ce que j'entends parfois. C'est important pour eux : il y a 215 000 élèves handicapés qui sont scolarisés en établissement ordinaire. Savez-vous que c'est 60% de plus qu'il y a 6 ans ? Mais je veux dire cette chose : c'est une chance pour ces enfants ayant un handicap, mais c'est aussi une chance pour les enfants qui n'ont pas de handicap. Je l'affirme, parce qu'un enfant différent, dans un établissement avec des enfants ordinaires, c'est l'apprentissage de la diversité et c'est le respect de l'autre.

J'aurais pu également parler de l'augmentation du nombre de boursiers étudiants, cher Laurent WAUQUIEZ. 25% de boursiers en plus qu'il y a 4 ans. Quant au montant de ces bourses, il a augmenté de 16%.

Il fallait aussi sortir d'une conception uniforme de l'excellence.

La réforme du lycée professionnel de 2009, qui généralise le « bac pro » en 3 ans, a permis d'attirer 100 000 élèves supplémentaires en un an. Je remercie les enseignants qui s'y sont impliqués, avec un enthousiasme extraordinaire.

Nous nous sommes aussi attaqués au problème du décrochage, ce qui a déclenché une polémique, parce que notre pays adore les polémiques. Nous avons organisé, c'est vrai, le recensement de tous les jeunes qui sortaient de l'école à 16 ans et dont on ne savait pas où ils allaient.

80 000 jeunes ont été pris en charge l'année dernière. La France se plaignait des décrocheurs, car vous savez que l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans. Ces élèves disparaissaient des radars de la société jusqu'à 18 ans. Alors, cela fit tout un scandale quand nous avons décidé de les répertorier. Mais si nous ne savons pas où ils sont, comment pouvons-nous leur donner une chance ? Il faut réfléchir à cette réalité, qu'est-ce qui est important ? L'avenir de ces jeunes.

Il faut accélérer le rapprochement entre l'école et le monde du travail.

Selon Pôle Emploi, 40% des projets de recrutement sont considérés par les entreprises comme difficiles, malgré la crise ! Il y a tant de nos compatriotes qui cherchent un emploi. Est-ce qu'il est normal qu'une entreprise sur deux considère qu'il est difficile de recruter quelqu'un ? Est-ce que

normal qu'une entreprise sur deux considère qu'il est difficile de recruter quelqu'un ? Est-ce que l'on ne voit pas là qu'il faut rapprocher l'école et le monde du travail ? Non pas pour des raisons idéologiques, non pas pour « marchandiser », comme on dit, l'école, mais simplement parce qu'à la sortie de l'école, il faut que nos jeunes aient un emploi.

Nous avons trouvé une première réponse à ce problème dramatique avec l'instauration d'une nouvelle mission pour les universités, celle de l'orientation et de l'insertion professionnelle. Cette évolution, il faut la poursuivre dans l'enseignement scolaire et notamment dans la voie professionnelle.

Je pose la question : pourquoi ne pas rendre le système d'alternance obligatoire en dernière année de baccalauréat professionnel, ainsi qu'en CAP ? J'ai conscience qu'il s'agirait d'un profond bouleversement, qui impliquerait d'augmenter de plus 200 000 par an le nombre de contrats d'alternance. Mais enfin, s'il y a plus de jeunes au chômage en France qu'en Allemagne, c'est parce qu'il y a moins d'alternance en France qu'en Allemagne. Cette réalité, il ne sert à rien de la décrire, il faut en tirer un certain nombre de conclusions.

Après avoir réformé l'école primaire et le lycée, il faut maintenant s'occuper du collège.

Le collège unique n'arrive pas à prendre en compte la diversité des élèves. Je me contenterai ici de vous livrer deux pistes de réflexion.

D'abord, il faut certainement recentrer la 6e et la 5e sur les enseignements fondamentaux, en assurant une meilleure continuité avec le primaire. Elle est effrayante, pardon de le dire, la coupure entre le primaire et le secondaire. Entre un élève de CM2 avec un enseignant unique et l'élève de 6ème avec des enseignants multiples dans un établissement qu'il ne connaît pas, mélangés avec d'autres enfants plus âgés, la rupture est trop brutale. Il faut organiser un continuum entre ces deux niveaux.

Il faut aussi certainement assumer la diversité des parcours en 4e-3e. Il n'est pas normal que le collège actuel prépare exclusivement à l'enseignement général, et pas à la voie professionnelle : comment, dans ces conditions, cette dernière ne serait-elle pas vécue comme une voie de relégation, puisqu'on n'y prépare pas ?

Vous remarquerez, Mesdames et Messieurs, que dans tout ce que je viens d'évoquer, je n'ai pas parlé de la quantité des moyens qui est en jeu. Je vais en parler, mais j'en parlerai d'une autre façon. Je veux parler de la bonne utilisation de ces moyens, et je veux parler de la bonne répartition de ces moyens. Vous savez, ma façon de vous respecter, c'est de vous dire ma part de vérité : vous êtes lucides, vous en avez beaucoup entendu et vous savez parfaitement faire la différence entre les discours convenus et les discours authentiques. Autant, en matière d'enseignement supérieur et de recherche, c'est vrai, la France souffrait d'un retard de moyens financiers, c'est exact, il ne faut pas mentir et nous sommes en train de le rattraper. Autant, en matière scolaire -- toutes les études le prouvent ! -- la question n'est pas celle des moyens, qui ont augmenté de 80% ces trente dernières années. La question, c'est d'oser le changement. On peut continuer à augmenter, mais si le seul critère d'efficacité, c'était l'augmentation des moyens, le bonheur des enseignants, l'épanouissement des enfants et les résultats de notre éducation devraient être les meilleurs au monde.

Et je veux le réaffirmer aujourd'hui avec force et une certaine gravité : dans la situation financière qui est la nôtre, nous devons et nous pouvons, dans l'Éducation nationale comme dans les autres services, faire mieux avec les mêmes moyens. Et cela n'est pas impossible.

Nous avons ainsi beaucoup diminué le nombre, objectivement trop élevé, de professeurs qui n'étaient pas devant les élèves, et hommage soit rendu à Luc CHATEL : 8000 postes d'enseignants qui avaient été recrutés en « surnombre » dans le premier degré et nous avons mis fin à des milliers de mises à disposition d'enseignants auprès d'associations diverses. Nous avons amélioré l'efficacité de notre système de remplacement, réorganisé l'administration et regroupé l'offre de formation, parfois trop dispersée.

Alors, je veux le dire comme je le pense, imaginer la recréation de postes dans l'Éducation nationale c'est irresponsable compte tenu de la situation financière de notre pays. D'ailleurs, je dis aux enseignants une chose : la paupérisation est un problème immense pour la société française. Il faut continuer à réévaluer la condition enseignante. Mais réfléchissez en tant que

citoyens, si nous augmentons le nombre d'enseignants, est-ce que vous croyez que la société française aura les moyens de faire l'augmentation du nombre d'enseignants et la revalorisation des enseignants ? Personne ne peut croire une minute que cela sera possible. Quant à moi, l'orientation est claire, c'est la revalorisation de la condition enseignante qui est la priorité.

Alors dernier point, l'unité. Nous voulons que l'école soit le creuset de la Nation.

Or souvent de ce dernier point de vue, l'école apparaît en difficulté. Non seulement l'institution scolaire a de plus en plus de mal à faire partager un modèle commun, mais elle est elle-même la première victime de ce qu'il est convenu d'appeler la « perte des valeurs ». Pas un mois ne passe sans qu'un livre, un témoignage, généralement écrit par un enseignant, vienne nous rappeler cette réalité -- et en tant que chef de l'État, je dois voir la situation telle qu'elle est, pas telle que j'aimerais qu'elle soit : dans certains établissements, il est même impossible pour un enseignant de « faire cours normalement ». Il faut dire les choses comme elles sont, ne pas masquer la réalité.

Face à cette perte de repères généralisée, l'école ne peut pas tout. Et, j'ai bien conscience que l'on n'a que trop tendance à accuser l'école de tous les maux de la société, tout en lui demandant de les résoudre... L'école ne peut pas résoudre le problème du chômage, du divorce, de l'éclatement des familles, de la perte des repères d'enfants qui vous arrivent en n'ayant aucun repère.

L'école ne peut pas tout. Mais elle peut beaucoup. Et elle le prouve tous les jours.

Alors, comment répondre à cette crise des valeurs que j'évoquais il y a un instant ?

La meilleure éducation commence par l'instruction.

C'est d'abord par son savoir que le professeur inspire le respect aux élèves qui lui sont confiés. Le peu d'estime dans lequel la connaissance a été tenue au cours des dernières décennies, l'abaissement du niveau d'exigence à l'école, ont beaucoup fait pour saper l'autorité des enseignants.

C'est une des raisons pour lesquelles les programmes de l'école primaire ont été réécrits. Il faut donc réhabiliter le savoir, mais nous savons que cela ne suffira pas, les élèves ont changé radicalement, sous l'effet de causes complexes, la massification scolaire, le déclin des valeurs familiales traditionnelles, l'arrivée sur notre territoire de nouvelles populations venues d'horizons culturels totalement différents. Sans compter l'avènement de l'ère numérique, qui bouleverse le rapport des enfants au savoir.

Ce n'est donc pas en revenant purement et simplement aux pratiques du début du siècle dernier que l'on retrouvera un âge d'or perdu -- et au demeurant souvent idéalisé -- des premiers temps de la République.

Les élèves ont changé, pas l'école, en tous cas pas suffisamment. Voilà, à mon sens, un problème dont nous devons nous saisir dans deux directions.

La priorité, j'ai conscience qu'en disant cela je vais ouvrir un grand débat, c'est de redéfinir le métier d'enseignant. Je vous demande d'y réfléchir, tout le monde sait ce qu'est un enseignant, mais quelle est la mission des enseignants, voilà ce à quoi nous devons nous attacher, indépendamment de tout parti pris partisan. Qu'attendons-nous des enseignants ? Nous devons redéfinir le métier d'enseignant. Vos missions, Mesdames et Messieurs, sont régies par des textes datant de 1950, qui n'ont pas été modifiés depuis plus de 60 ans. La question que je pose est la suivante : est-ce que les enfants de 1950 sont les mêmes que les enfants de 2012 ?

Le point de départ de la démarche que je propose devra être sans ambiguïté : l'objectif, c'est bien de revaloriser le métier de professeur, dont la fonction doit être remise au centre de notre projet de société. Il n'est pas possible qu'un enseignant entre dans sa classe et que si peu d'enfants, d'élèves, se disent « j'ai envie un jour d'être comme lui ». Je vous assure, c'est un sujet absolument majeur. Sur le plan matériel, cette revalorisation a déjà commencé, il faut que nous la continuions. Dès le 1er février, tout jeune enseignant exerçant à temps plein percevra un salaire d'au moins 2 000 bruts. Ce qui représente une augmentation de 18 %, 310 €, par rapport à 2007. Il faut que l'on continue dans ce sens-là.

A l'avenir, il faudra aller plus loin. La fonction ne retrouvera sa dignité que si les missions sont

redéfinies en fonction des exigences de notre temps.

Car ce dont souffrent en premier lieu les enseignants, c'est du décalage entre ce que l'institution leur demande officiellement -- à travers ces fameux textes statutaires de 1950 -- et la réalité de la société d'aujourd'hui, des élèves qui vous sont confiés. Il faut mettre fin à ce décalage. Cela va impliquer de la part des enseignants d'accepter de nouvelles manières de travailler. D'être davantage présents dans les établissements, en contrepartie de ce nouvel engagement et d'avoir une rémunération augmentée et des conditions de travail différentes. Je voudrais dire combien pour moi il est insensé que dans nos établissements, les enseignants ne disposent pas de bureaux pour recevoir les élèves dont ils ont la responsabilité. Cela n'a pas de sens, car cela condamne l'enseignant au seul contact de la classe : dans la classe, on fait de l'enseignement, mais dans la classe on ne peut pas remplir toute sa mission d'éducation.

Mesdames et Messieurs, si je tiens au projet de réforme de l'appréciation des enseignants sur lequel Luc CHATEL travaille, c'est qu'il me semble faire un premier pas vers cette nouvelle conception du métier de professeur.

Les critères nouveaux proposés pour l'appréciation de la qualité professionnelle des professeurs me semblent mieux prendre en compte l'ensemble des dimensions du métier d'aujourd'hui.

Je suis également sensible au caractère plus humain, moins bureaucratique, du dispositif envisagé : les enseignants ne seraient plus jugés par un inspecteur venant en moyenne tous les 6 ou 7 ans, on imagine le stress quand tout d'un coup l'inspecteur arrive. Mais ils seraient accompagnés dans une démarche visant à les aider à améliorer leurs pratiques professionnelles.

J'ajoute, à titre personnel, que je ne vois rien de choquant à ce que l'on confie au chef d'établissement la responsabilité de cette évaluation, à condition que les compétences disciplinaires continuent à être évaluées par l'inspecteur. On peut discuter de toutes les modalités.

Enfin, et je terminerai par là, je crois à l'autonomie de vos établissements. Parce que, pour moi, il y a une contradiction à dire « on fait confiance aux enseignants, mais on ne leur donne pas d'autonomie ». Je pense que quelqu'un qui a 20 ans d'expérience professionnelle, a autre chose à faire qu'essayer de lire les circulaires qu'on lui envoie tous les deux ou trois ans, au rythme du changement des responsables. Cela compte, le vécu professionnel.

Ce que nous voulons, c'est garantir à tous les parents que, sur tous les points du territoire, on « s'occupera bien » de leur enfant.

Alors dès l'école primaire, il faut que se constituent de véritables équipes de professeurs, motivés et soudés autour du chef d'établissement. Je crois à la remarquable expérimentation baptisée « ECLAIR » par laquelle, dans les établissements les plus difficiles, les enseignants peuvent recruter leurs équipes pédagogiques.

Par ailleurs, il faut que l'on responsabilise les familles. Vous vous souvenez de la polémique sur la suppression des allocations familiales. Aujourd'hui nous regardons les chiffres, nous avons décidé d'envoyer un premier avertissement aux familles qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école. Les chiffres sont là : 98 % des élèves dont les familles ont reçu un avertissement pour absentéisme ont retrouvé le chemin des cours. Dans 2 % des cas nous avons dû procéder à la suspension des allocations familiales, c'est 165 sur une année. Vous connaissez le système : un enfant est absent, première lettre d'avertissement, puis deuxième lettre d'avertissement. Si à la deuxième lettre d'avertissement, l'élève n'est pas revenu, on suspend. Et quand il revient après la suspension, on redonne à la famille la totalité des allocations. 98 % reviennent : est-ce que cela ne valait pas la peine de tenter cela, franchement ? Une fois que la polémique est retombée, une fois dépassés les arguments de posture et d'image, ces enfants qui reviennent à l'école, est-ce que ce n'est pas mieux ?

Voilà, Mesdames et Messieurs, je ne veux pas lasser votre patience et je voudrais en terminer en vous disant une chose : être enseignant aujourd'hui, c'est sans doute l'un des métiers les plus difficiles qui soient, les plus exigeants et en même temps les plus passionnants. J'ai clairement conscience que la société française a besoin de vous, de votre capacité de pédagogie pour former les générations futures. La société française a besoin des enseignants, mais nous devons

repondre a ce besoin en vous disant que nous revaloriserons votre situation. Nous vous demanderons sans doute davantage, avec plus de responsabilités, plus de temps dans l'établissement, plus de possibilités d'agir auprès de vos enfants. Vous ne vous êtes pas trompés en choisissant ce métier, parce que c'est un métier que l'on ne choisit pas par hasard, il y faut de la passion, il y faut de l'altruisme, il y faut l'amour de l'enseignement. Ne perdez pas cet amour et je sais très bien que parmi vous beaucoup se disent « il y a un côté déprimant, on fait tout ce que l'on peut et le système ne nous renvoie pas l'engagement qui est le nôtre », j'ai conscience de cette réalité, de cette lourdeur, de ces habitudes.

Et je voulais en ce début d'année 2012 en vous présentant mes vux, vous dire combien chercheurs, professeurs, enseignants, chefs d'établissements, votre place sera centrale pour la construction de l'avenir de notre pays.

Bonne année à tous et merci de votre attention.